

Les restrictions apparaîtront à celle-ci d'autant plus insupportables que, nourrie depuis des années des miettes qui lui tombent de la table de l'impérialisme, elle s'est habituée à un niveau de vie infiniment supérieur à celui des pays totalitaires.

Mais cet aspect de la situation est dominé par l'énorme crise sociale que se prépare à laisser derrière elle la conjoncture d'armement. Loin d'utiliser l'équipement industriel existants, les trusts américains ont édifié de toutes pièces, grâce aux fonds publics, une gigantesque industrie d'armement qui ne pourra pas ne pas vouloir substituer au lendemain de la guerre. En deux années le gouvernement américain a dépensé 339 milliards de dollars pour la guerre, soit, au cours officiel, 15 millions de millions de francs la plus grande partie en a été consacrée à la construction d'usines géantes dont la capacité de production dépasse même la capacité de livraison des mines et des hauts-fourneaux. La direction de la production de guerre est entièrement entre les mains des grands trusts et des banques : à Knudsen et à Stettinies, serviteurs de la General Motors, a succédé Donald Nelson, serviteur des grandes banques. Malgré toutes les lois sur les super-bénéfices les grands cartels réalisent d'énormes profits, tandis que la grande masse voit son niveau de vie diminuer constamment : le nombre des assujettis à l'impôt sur le revenu est passé de 4 millions à 42 millions d'individus, depuis que l'exonération de base a été abaissée de 2.500 à 500 dollars de revenu mensuel. Mais la loi sur les super-bénéfices ne fera rentrer que 50% des sommes qu'on attend de la loi sur les petits revenus et l'épargne obligatoire. Pendant que les entreprises privées font la chasse aux ouvriers qualifiés, New-York a encore 350.000 chômeurs. Pendant qu'on institue le rationnement, des milliers de tonnes de betteraves, de fruits, de pommes de terre, ont été perdues dans les Etats agricoles par suite de la désertion des campagnes par les ouvriers agricoles, les des salaires de famine. Dans certains districts, les salaires des ouvriers agricoles sont passés en un été du simple au triple et les petits et moyens propriétaires se trouvent menacés de ruine. Rationnement des matières premières, concentration industrielle accélérée, inflation, baisse des salaires réels, augmentation du rythme de production, telles sont les caractéristiques essentielles de la situation économique américaine.

La première conséquence de cet état de fait est l'accélération prodigieuse du développement industriel des pays sud-américains et africains : les Etats-Unis exportent en masses des capitaux pour ouvrir de nouvelles usines, installer de nouvelles plantations, monter de nouvelles usines au Brésil, en Afrique du Sud, au Congo, en Sierra Léone ou aux Indes. Ainsi, les Etats-Unis se suscitent à eux mêmes des concurrents, qui, une fois la guerre finie, s'efforceront de rivaliser avec eux pour le marché mondial, avec toute la force que leur donneront leur main d'œuvre à bon marché et la proximité de matières premières.

La seconde conséquence est le développement lent, mais continu, de la crise politique et sociale aux Etats-Unis. C'est, d'une part, l'élimination progressive des libertés démocratiques (passage du pouvoir réel au Président, atteinte aux droits ouvriers et syndicaux, censure). C'est le développement de l'appareil bureaucratique, l'antagonisme des bureaux civils et militaires ; c'est, d'autre part, le développement des antagonismes sociaux : la victoire électorale des républicains traduit incontestablement le mécontentement des larges masses contre le régime actuel. Mécontentement de la moyenne et petite industrie à laquelle est refusée une part des monstrueux bénéfices de guerre accumulés par les trusts. Mécontentement des moyens et petits fermiers dont les revenus sont